

Liste Émancipation

JOUSMET Raymond - SNES - 17
DUMONT Catherine - SNES - 76
LEVET Philippe - SNUipp - 76
VINAY Olivier - SNES - 93
CHARLUT Rosine - SNES - 11
MOUNIER Stéphane - SNESUP - 83
MARTIN Edouard - SNES - 12
LEFEVRE Emmanuelle - SNUipp - 44
ABA Eric - SNES - 13
FOURTINE Henri - SNASUB - 93
BRAUD Claude-Michel - SNESUP - 17
DEMEL Claire - SNUipp - HdF
BERTRAND Hélène - SNES - 69
BOURRELY Sylvie - SNUipp - 83
DAUPHINÉ Quentin - SNES - 83
CLEMENT-GUYADER Nelly - SNASUB - 76
FIANT Laurence - SNES - 94
FLEURY Jean-Mathias - SNES - 94
DEMEL Nadine - SNUipp - 47
CITTANOVA Denis - SNES - 93
CHALOT Jean-François - EPA - 77
PRADEL Mathieu - SNES - 94
CONTAUX Marie - SNUipp - 13
CASAS Jorge - SNES - 69
CARNUS Marie-France - SNESUP - 31
BENA Kaouther - SNES - 93
DEVRIENDT Emilie - SNESUP - 83
PRADELLE Sylvie - SNES - 75
VANHEE Francis - SNUipp - 76
RIOUALEN Armelle - SNES - 13
DOUILLARD Luc - SNUep - 44
LAURENTI Catherine - SNES - 83
DA SILVA Serge - SNES - 29
MIGNON Jean-Paul - EPA - 13
NOGUES Pascal - SNESUP - 66
SIROT Stéphane - SNES - 59
BARTHELEMY Jean-Pierre - SNUipp - 26
LOY Sylvie - SNES - 76
JULIEN Stéphane - SNUipp - 14
MUXONAT Noël - SNES - 93
LEFEVRE Ariane - SNUipp - 78
GOUDARD Serge - SNES - 69
PEYRUCQ Béatrice - SNUAS-FP - 64
JOUVENEAU Nelly - SNES - 83
TORSET Didier - SNESUP - 89
JOSLIN François - SNES - 69
PEYPELUT Jean-Denis - SNUipp - 47
REBOULET Catherine - SNES - 69
POYARD Pierre-Olivier - SNETAP - 88
HOPITAL Marie-Noëlle - SNES - 13
MILHET Sandrine - SNUipp - 47
REY Stéphane - SNES - 77
DENISOT Joël - SNESUP - 13
MEJARD Jean-Jacques - SNES - 13
CHALLANDE Philippe - SNU-CLIAS - 13
CORBIN Philippe - SNES - 44
MORER Jeanne - SNUAS-FP - 11
AUGE Jean-Louis - SNES - 3
DANIEAU Emmanuelle - SNUipp - 11
RICCI Dominique - SNES - 75
CHRETIEN-DUBOIS Marianne - SNES - 13
CHAMPION Thierry - SNESUP - 83
GAUTHEROT Paul - SNES - 83
CANNEVIÈRE Germain - SNUipp - 78
TIXIER Vincent - SNES - 30
BERTRANDE Bernard - SNES - 13
JOUAS Isabelle - SNUipp - 83
DUBACQ Philippe - SNES - 44
BRAUD François - SNES - 85
ROCHE Anne - SNESUP - 13
RIEU Christine - SNES - 69
BURLANDO Marie-Pierre - SNUipp - 83
JOURDAIN Noémie - SNES - 69
CHIARELLI-DRAIDI Nadia - SNES - 93
LEFRANC Yannick - SNESUP - 67
BELIN Henri - SNES - 93
PRAT Henri-José - SNES - 13
GILLOT Valérie - SNESUP - 83
LEROU Sandrine - SNES - 93

Émancipation

Rupture avec l'austérité et le capitalisme, avec l'attentisme syndical et le « dialogue social » !

Sarkozy parti, ses régressions doivent partir avec lui. Elles avaient été massivement combattues (retraites, masterisation, LRU)... mais les stratégies des directions syndicales n'ont pas contribué à la victoire de ces luttes.

Le nouveau pouvoir élu pour en finir avec la politique de Sarkozy veut conserver l'essentiel de ses contre-réformes et prend un cap d'austérité : suppressions de postes (hors Éducation, justice et police), nouvelles décentralisations, « flexi-sécurité » contre les garanties du code du Travail, affaiblissement de la Sécurité sociale. Les lois sur l'école et l'université en préparation maintiennent des mesures rejetées par les personnels. La politique xénophobe et la traque des Roms continuent. La ratification du traité européen « Merkozy » couronne cette orientation.

Contre cette continuité de la politique libérale, Émancipation propose une orientation syndicale de rupture.

Rupture avec l'austérité, de droite comme de « gauche »

L'urgence est de porter des revendications d'abandon de toutes les mesures réactionnaires de Sarkozy :

– **annulation de toutes les suppressions de postes, création de tous les postes statutaires nécessaires ;**

– **retour à la retraite à 60** (55 pour le 1^{er} degré) **ans** avec 37,5 annuités et 75 % du dernier salaire ;

– **augmentation des salaires** : face à l'écroulement du pouvoir d'achat, la solidarité collective s'impose : non aux dispositifs d'individualisation (primes et indemnités qui opposent les personnels), défense d'une grille nationale indiciaire de rémunération, maintien et rattrapage du pouvoir d'achat et réduction des inégalités de salaire par des **augmentations uniformes** (300 euros pour toutEs) avec une forte hausse des bas salaires (SMIC à 1 700 euros) ;

– **défense de la Sécurité sociale** financée par les cotisations sociales (non à la CSG et aux exonérations de cotisations patronales) ; prise en charge à 100 % des soins ;

– **dans l'éducation : l'abrogation de la loi Fillon** (2005) qui a donné établissements ÉCLAIR, « écoles du socle », « Livret Personnel de Compétences », réforme des lycées... et de la loi d'orientation et de formation tout au long de la vie (2009). Dans le Supérieur, s'impose la suppression des contre-réformes (LRU, LMD, « nouvelle licence », nouveau statut des enseignantEs chercheurEs). Le droit à l'éducation implique des diplômes nationaux : **refusons leur mise en cause, notamment la casse du bac national par le raccourcissement et le « zonage » des vacances d'été ;**

– **abrogation de la « mastérisation »** acceptée par la direction de la FSU et débouchant sur la montée de la précarité. Il faut revenir à un **recrutement à la licence suivi d'une formation en deux ans en IUFM payée par l'État et conférant un diplôme bac+5.**

Précarité : le capitalisme généralise la précarité comme mode de gestion des entreprises et des services publics, pour payer moins, exploiter plus et diviser les travailleurEs. La lutte contre la précarité doit donc être une priorité mobilisant les titulaires, dont les statuts sont attaqués, et les précaires : **aucun licenciement, contre le CDI et son développement, contre les « contrats d'avenir professeur », titularisation immédiate de toutEs les précaires sans condition de concours ni de nationalité, arrêt du recrutement hors statut.**

– **dans la Fonction publique**, suppression de la loi mobilité ainsi que les dispositifs de « management » et d'individualisation (« entretiens individuels d'évaluation » créés en 2002), à l'origine d'une souffrance professionnelle croissante ;

– **abandon des dispositifs liberticides** et de fichage de la population (Base-Elèves ; SIRHEN...);

– **libertés publiques** : arrêt des violences policières, **fin de la répression** des mouvements sociaux (levée des sanctions et poursuites pour les militantEs), suppression des lois anti-syndicales (loi SMA dans les écoles), régularisation de toutEs les sans-papiers et arrêt de la campagne anti-Roms.

Le gouvernement utilise le « dialogue social » pour faire passer sa politique : « conférence sociale », « concertations » sur l'école, l'enseignement supérieur et la recherche... visent à faire accompagner les choix gouvernementaux. Cela n'a rien à voir avec des négociations sur les revendications des personnels. Les « emplois d'avenir professeur » aggravant la précarité et menaçant les statuts en sont le premier résultat. Faut-il continuer sous Hollande une orientation qui a mené à tant d'échecs sous Sarkozy ?

Nous proposons de rompre le « dialogue social », et de mobiliser les personnels pour gagner sur les revendications.

Mais si la lutte contre toute austérité, de « gauche » comme de « droite », est nécessaire, elle n'est pas suffisante : c'est le système capitaliste lui-même qui est en cause.

Rupture avec le capitalisme

Pour surmonter sa crise, le capitalisme généralise les politiques de démantèlement des droits sociaux et politiques, jusqu'à briser des sociétés entières (Grèce). Le syndicalisme doit œuvrer à la rupture avec ce système, et porter une perspective d'émancipation :

– **la défense des services publics** : annulation des privatisations, refus de la décentralisation imposée par les régions.

Dans l'école, un projet émancipateur est inséparable de la construction d'une autre société : former des esprits libres et critiques, avec des moyens (limitation des effectifs par classe), une liberté pédagogique au service des pratiques coopératives et de la construction des savoirs. Nous proposons le refus du tri social et de l'exclusion, une éducation vraiment gratuite y compris dans l'université, une éducation polyvalente et polytechnique de la maternelle à l'université, sans orientation précoce ;

– **le contrôle de l'économie par les travailleurs** : la « dette » doit être dénoncée et non pas payée à coups de plans d'austérité ; **la propriété capitaliste des moyens de production doit être mise en cause** : expropriation des grands groupes industriels et banquiers, blocage des licenciements, éradication de la précarité ;

– **l'internationalisme** : toutes les travailleurs ont les mêmes intérêts par-delà les frontières. Le mouvement syndical doit organiser la solidarité entre les peuples : pour l'annulation de la dette des pays dominés, contre le racisme et les sexismes, pour l'égalité des droits sur tous les plans.

La rupture avec l'Union Européenne, ses institutions et ses traités, à commencer par celui négocié par Sarkozy et Merkel, s'impose. Les tergiversations de la FSU sur l'appel au 30 septembre ont été de ce point de vue inacceptables.

Laïcité : ni instrument au service de la xénophobie, ni morale de maintien de l'ordre social, la laïcité garantit la liberté de conscience et l'égalité des droits. Il faut donc défendre la loi de 1905 et abroger tous les dispositifs anti-laïques, à commencer par ceux qui financent l'enseignement privé et renforcent ainsi la concurrence scolaire.

Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation de l'enseignement privé sans indemnité ni rachat.

Pour porter cette perspective émancipatrice de rupture avec le capitalisme, le syndicalisme doit retrouver la voie des luttes et de l'indépendance.

Rupture avec le syndicalisme d'accompagnement

Le syndicalisme s'est bureaucratisé et a souvent fini par s'accommoder des régressions sociales et du capitalisme.

Ainsi la direction de la FSU, co-gérée par UA et EE, a refusé de revendiquer clairement le retrait des contre-réformes et d'étendre les mobilisations dans des occasions cruciales. **Nous appelons donc à voter « non » à son rapport d'activité** (et au rapport financier qui en est la traduction). Les personnels doivent **se réapproprier leurs syndicats**, pour les revitaliser :

– par l'unité dans les luttes : non pas dans des « intersyndicales » de sommet qui ont mené à l'impasse en 2009 et 2010 en refusant l'épreuve de force avec le pouvoir... mais en impulsant dès la base, à partir des secteurs mobilisés, des AG de délégués mandatés de toutes catégories, se coordonnant à tous niveaux ;

– pour l'internationalisme, par la coordination internationale des luttes, à l'inverse des pseudo-confédérations « syndicales » européenne (CES) et internationale (CSI) ;

– en dotant la FSU de sections intercatégorielles de base ;

– en portant la perspective de l'unification syndicale dans une confédération unique, organisée démocratiquement (droit de tendance, expression de toutes les sensibilités)... et non pas une fusion de sommet avec la CGT.

Il n'y a pas de victoires sans rapport de forces : cela peut passer par la construction d'une grande grève interprofessionnelle public-privé, et non pas des « journées d'action » sans lendemain. Il est de la responsabilité des syndicats – dont la FSU – d'impulser des luttes à la hauteur des enjeux, contrôlées par les personnels.

**Pour une FSU
qui revendique et qui lutte,
VOTEZ ÉMANCIPATION**

Contact : er@emancipation.fr

SLIM Mannoubi - SNES - 93
ORTEGA Laurence - SNUipp - 44
POTDEVIN Michèle - SNES - 75
KIZILIAN Claire - SNES - 69
BRAISAZ Florent - SNES - 69
BRUNET Elisabeth - SNUITAM - 20
CLAIREMBAULT Christophe - SNUipp - 41
VANCOSTENOBLE Jean-Marc - SNES - 93
GOUDENECHÉ Monique - SNES - 13
CARRASSAN Geneviève - SNUipp - 13
VIGHETTI Patrick - SNES - 69
ROUX Raymond - SNUipp - 83
BEAUJEAN Gilles - SNES - 77
INGRILLI Francesco - SNES - 93
CHALOT-KONAK Aline - SNASUB - 75
DIAFERIA Victor - SNES - 21
REYMONET Danielle - SNES - 13
SAUBEBELLE Myriam - SNUipp - 47
NICAISE Gilles - SNES - 34
JACQ Jean-François - SNASUB - 93
LE JANNOU Youri - SNES - 83
JUMPERTZ Alain - SNASUB - 93
BASTIEN Franck - SNES - HdF
BANCHET-GOSSEZ Caroline - SNUipp - 83
DECAMPS Catherine - SNES - 83
D'HERMIES Suzanne - SNES - 93
LE CHEVERE Sébastien - SNASUB - 75
ZOLLA Romain - SNES - 77
GRUPPER Catherine - SNES - 93
LEVEILLE Bruno - SNASUB - 93
MUSARELLA Lucienne - SNES - 13
LAZAG Mounir - SNES - 13
JEAMMES Béatrice - SNUJP - 12
GOT Stéphane - SNES - 12
DAVID Martine - SNES - 93
BINAULT Dominique - SNUipp - 76
WOIRHAYE-VUITON Fabienne - SNES - 69
EDELIN Christine - SNUipp - 76
COLLARD Pierre-Marie - SNES - 13
LINDSKOG Isabelle - SNES - 13
HEMET Patrick - SNUipp - 78
FAURE Serge - SNES - 84
ANDRE Danièle - SNESUP - 17
REDOUTEY Nicolas - SNES - 69
LE BOULCH David - SNES - 13
MOISAN Eric - SNES - 76
PESQUET François - SNES - 76
SORRENTINO Nathalie - SNESUP - 83
JEAN Michel - SNES - 84
PELLICER David - SNES - 82
VALADE Christian - SNESUP - 31
SLAMA Bruno - SNES - 63
PIN Blandine - SNES - 57
COMMARET Philippe - SNEP - 12
STEIDL Jacques - SNES - 75
BALU Bernard - SNES - 94
BONNARD Michel - SNUipp - 13
ROSSI Nicole - SNES - 13
GOUDARD Alexandra - SNES - 38
SCHIMMER Christine - SNES - 75
CONSTANZO Brigitte - SNUipp - 47
ROUDAUT Yves - SNES - 76
SORO Jean-François - SNES - 93
AMADEI Henri - SNESUP - 06
MARTINEZ Pierre - SNES - 81
BOFELLI Dominique - SNUipp - 11
TROUPÉ Véronique - SNES - 17
ORTALO-MAGNE Annick - SNESUP - 83
SAHUT Jean-Michel - SNUipp - 76
PAUL-DI VINCENZO Eliane - SNES - 971
STAMBUL Pierre - SNES - 13